

## FEUILLE DE ROUTE POUR L'ÉCOLOGIE POLITIQUE

### Brice LALONDE

Ancien ministre de l'Environnement, Sous-secrétaire général des Nations unies

Dans les lectures du romantisme révolutionnaire des années 60 figuraient les œuvres de Lénine. Je crois me souvenir que toutes les cinquante pages revenait le même titre : « *la Situation et nos tâches de l'heure.* » J'aimais ce ton décidé.

Je ne vous ferais pas l'injure de décrire la situation. Vous savez comme moi qu'elle n'est guère tenable, quoique l'humanité présente quelques remarquables exemples de réussite économique et ne cesse d'accroître sa panoplie scientifique et technique.

À mon avis, nous avons deux tâches prioritaires, la mutation verte de l'économie et la création d'une dimension planétaire des affaires publiques.

Le mandat donné par l'assemblée générale des Nations unies à la conférence Rio+20 de 2012 devait permettre d'aborder ces deux questions. Mais la plupart des grands pays les ont éludées, coiffant l'économie verte par la lutte contre la pauvreté et contrant toute ébauche supranationale, à commencer par l'idée même de limite de la biosphère.

Le verdissement de l'économie, c'est l'intégration de ses flux dans les cycles naturels et la reconnaissance de la valeur du capital naturel. Les responsables politiques commencent à reconnaître que la nature est un facteur de production non moins décisif que le capital et le travail. En revanche les systèmes comptables peinent à mesurer les coûts associés à son usure et son renouvellement. Les exemples des services rendus par les pollinisateurs, par les lombrics, par les prédateurs des parasites, et de façon plus générale par les écosystèmes, commencent à être connus et évalués. Il devient urgent de se mettre d'accord sur une harmonisation internationale.

D'excellents travaux ont été menés, notamment en 2006 par Kirk Hamilton à la Banque mondiale, en 2009 par Stiglitz, Sen et Fitoussi dans le cadre de la Commission Sarkozy, plus récemment par l'OCDE en 2011, pour faire reconnaître des indicateurs pertinents. Au reste l'effort ne concerne pas seulement la nature, mais aussi le capital humain (santé, éducation) et le capital social (institutions, gouvernance, sociabilité), aussi indispensables que le capital construit (infrastructures, usines, machines, actifs de toute sorte).

Bien que né avant la Seconde Guerre mondiale, le PIB s'est imposé avec les accords de Bretton Woods. Ce n'est qu'en 1990 que les Nations unies proposèrent de le compléter par un indice de développement humain. En 1992 la conférence de Rio leur donna mandat d'inclure l'environnement dans les comptes économiques. Il fallut vingt ans à la division des statistiques des Nations unies pour se mettre d'accord sur un cadre décrivant les correspondances entre les activités économiques et la nature. Gageons qu'il en faudra bien autant pour affecter une valeur à celle-ci et un coût aux atteintes dont elle est l'objet. En attendant les entreprises commencent à diffuser des communications extra-financières. Elles mesurent de plus en plus leurs empreintes en carbone, en eau, en biodiversité et cherchent à les réduire.

L'économie verte épargne les ressources naturelles. Jadis celles-ci étaient abondantes tandis que la main-d'œuvre était plus rare. Aujourd'hui ce serait plutôt l'inverse, ce qui justifie le déplacement de la fiscalité vers la pénalisation des prélèvements de ressources et la disparition des charges pesant sur le travail. L'économie verte réduit les activités extractives, évite le gaspillage, s'appuie sur les processus naturels, cherche l'efficacité et s'efforce à l'économie circulaire.

Beaucoup d'analystes ont décrit les caractères qu'ils lui voyaient : l'économie de la fonctionnalité (où la satisfaction d'un besoin n'est pas donnée par la possession, mais par l'usage) qui s'illustre actuellement par la consommation collaborative (location ou partage des actifs, voiture, bureau, logement) et les formes nouvelles de coopération rendues possibles par Internet (téléconférences, éducation en ligne, financement de masse, réseaux locaux d'énergies renouvelables, etc.).

La diffusion d'Internet peut contribuer à diminuer la consommation de matières premières (disparition des métiers de l'imprimerie, réduction de la consommation d'énergie grâce aux techniques digitales), mais elle peut aussi contribuer à alourdir la consommation et les transports. Jeremy Rifkin voit dans l'imprimante à trois dimensions un moyen encore plus efficace pour économiser la matière. Quoi qu'il en soit, l'éco-conception est appelée à se développer. L'attention se porte non seulement aux techniques de production, appelées à se rapprocher de la biologie, mais aux produits eux-mêmes, à leur durée, leur réparabilité, leur retour après usage dans le cycle de l'économie. Enfin l'électricité produite par les sources renouvelables remplace à terme les combustions. La question politique est celle de la transition. Elle réclamera certainement un passage par le gaz naturel, peut-être aussi un recours au nucléaire. L'humanité est actuellement aux prises avec le charbon, c'est un duel, l'un des deux doit mourir.

L'autre tâche est la création d'un étage supérieur de la politique, celui des affaires planétaires. Car nous en sommes toujours à l'époque westphalienne, celle des États souverains qui ne tolèrent ni ingérence, ni supranationalité. Dès lors, 195 États défendent leurs intérêts nationaux, mais non les biens communs de l'humanité. Voilà pourquoi les conférences annuelles des conventions sur le climat, la biodiversité

ou la lutte contre la désertification marquent le pas. Ces conventions ne sont pas adaptées aux enjeux de la planète, l'atmosphère, les océans, les pôles, les espèces vivantes. Ce qu'il faut inventer pour ceux-ci, ce sont des politiques comme si la Terre n'était qu'un seul pays.

La communauté internationale a cherché à tourner l'obstacle des États souverains en inventant une autre manière de négocier, celle des objectifs globaux. En 2000 Kofi Annan a proposé huit objectifs du millénaire pour le développement. 2015 est leur terme. On verra s'ils sont atteints. Mais d'ores et déjà ils ont passionné les acteurs du développement, mobilisé les équipes, concentré les financements. Bien des pays les ont même repris à leur propre compte. Rio+20 a prévu de les relayer avec des objectifs de développement durable, mêlant pour la première fois la lutte contre la pauvreté au souci de la soutenabilité écologique. Toutefois les États ont repris la main sur la négociation. Ils ont défini 17 objectifs avec un foisonnement de buts et de cibles qui risque de créer la confusion. N'importe c'est un pas en avant.

Je suggère quelques pistes. D'abord que chaque gouvernement crée un ministère des affaires planétaires. Comme ça au moins 195 personnes s'habitueront à voir les urgences planétaires avant les priorités nationales. Ensuite que le secrétariat des Nations unies soit habilité à proposer des feuilles de route aux États. C'est la différence avec l'Union européenne : quand les chefs d'État européens décident, par exemple, de réduire de 30 % les émissions de gaz à effet de serre du continent, ils se tournent vers la Commission en lui demandant de proposer aux États membres comment y parvenir. La Commission se met au travail et établit une proposition pour chaque État. Ensuite les chefs d'État négocient, amendent la proposition et finissent par l'adopter avec des modifications.

Aux Nations unies, rien de tel. Le Secrétariat n'a pas le droit de proposer quelque chose. Le processus de négociation est mené par les États souverains. Si nul d'entre eux ne dépose une proposition, il ne se passe rien. Comme quoi l'Europe, en dépit des critiques, est tout de même une machine efficace, le seul endroit du monde où un peu de supranationalité a été instituée depuis la Seconde Guerre mondiale. À la conférence Rio+20 il était clair que seule l'Europe voulait répondre aux questions posées, mais elle n'a pas su répondre à celle qui taraudait les pays en développement : comment supprimer la pauvreté.

Voir la planète au-delà des frontières nationales, c'est aussi voir les générations futures au-delà de la prochaine élection. L'exigence du long terme est indispensable autant à l'économie verte qu'aux politiques planétaires. Seul un soulèvement des consciences et une pression populaire forceront les dirigeants de l'économie et de la politique à partager cette vision avec les pionniers de l'écologie. Menons ensemble ces deux tâches.